

Nous accusons !

<https://bit.ly/2I6rv7p>

Nous accusons !

Depuis le 17 novembre 2018, plusieurs centaines de milliers de citoyen·ne·s expriment leur inquiétude face à un pouvoir sourd à leurs revendications. Ils trouvent la force et le courage de prendre la parole en disant haut et clair qu'ils en ont assez et ne subiront plus les effets des politiques néfastes qui depuis plusieurs décennies pillent impunément leur travail et les biens communs.

Les voix des gilets jaunes ont permis de mettre à nu les mensonges et les pseudo-justifications « scientifiques » données par le pouvoir et la meute de ses courtisans pour couvrir l'ampleur et l'importance de la prédation. Leur soulèvement a montré le vrai sens d'une politique qui a sciemment organisé le transfert des biens laborieusement accumulés par 95 % de la population vers les 5 % des couches les plus aisées. Leur force a été de faire prendre conscience de la duplicité d'un pouvoir, osant se féliciter d'avoir multiplié par quatre les énormes richesses détenues par une infime minorité.

Avec la grande majorité des Français.es, nous nous sommes reconnu.e.s dans la prise de conscience des gilets jaunes. Chacun.e de nous a pu constater que, dans tous les secteurs de la société, nous étions confronté.e.s aux effets des mêmes politiques qui tendent à aggraver constamment les inégalités sociales.

D'emblée, les demandes et les attentes de changement nées avec ce soulèvement populaire ont été clairement développées. Elles se sont aussitôt heurtées à un pouvoir qui n'a cessé d'en ignorer le contenu pour en affadir la portée déstabilisante. Ce fut d'abord le silence assourdissant d'un président et de sa cour, murés dans leur palais. Ce fut ensuite la tentative de duper la foule avec les fausses promesses et les petites aumônes concédées en faisant encore payer les moins aisés et les services publics. Ce fut aussi la mise en place d'un simulacre de consultation d'où l'on avait très savamment extirpé toute possibilité d'interaction et de débat. Ce fut, surtout, la décision claire et réfléchie d'empêcher par tous les moyens l'expression publique des demandes et des revendications.

Tout a été fait pour réduire au silence les manifestants. Dès les premiers actes, le pouvoir a choisi la violence en demandant aux forces de l'ordre de dégager les péages d'autoroutes, les ronds-points, de bloquer l'accès aux points de convergence des manifestations et, surtout, d'intervenir avec « fermeté ». Nous avons tou.te.s vu la traduction de ces ordres sur le terrain : nous avons constaté de nos yeux les filtrages et les arrestations arbitraires aux entrées des villes, empêchant les manifestations de se dérouler et la parole de s'exprimer. Nous avons vu les cabanes des ronds-points détruites et toujours courageusement reconstruites. Les techniques d'intervention policière consciemment choisies (nassage, lancement de gaz lacrymogène dès le début des manifestations, tirs de LBD sans sommation) provoquaient elles-mêmes les rares actes de violence en cherchant délibérément l'affrontement avec les manifestants.

Semaine après semaine, cette technique meurtrière et liberticide a été appliquée avec une intensité croissante. Protégées par le pouvoir et couvertes par l'omerta d'une grande partie des médias, des troupes policières épuisées par le travail se laissent aller aux pires exactions. Des centaines d'hommes et de femmes manifestant pacifiquement ont été attaqué.e.s sans aucune raison et très souvent avec un acharnement insensé. Depuis le mois de décembre, le nombre des blessés graves augmente sans cesse : les personnes ayant subi de graves traumatismes se comptent par centaines.

Aucune parole n'a été prononcée par le président de la République ou son gouvernement à l'égard des victimes, et en particulier de Zineb Redouane, tuée après avoir été atteinte alors même qu'elle

fermait sa fenêtre. Rien ne semble plus pouvoir arrêter cette dramatique escalade et nous avons honte de devoir assister à la mise en scène des auto-félicitations du pouvoir censé contenir une « foule haineuse ».

Le choix de la répression violente contre toutes celles et ceux qui osent se lever pour prendre la parole contre ces agissements n'est certes pas nouveau, il a notamment été mis en pratique dans les quartiers populaires et contre des groupes vulnérables comme les migrant.e.s et les roms ou encore contre d'autres mouvements sociaux, mais depuis novembre 2018 un seuil a été franchi. Cette stratégie de la répression violente a trouvé son apogée lors de la manifestation du 1^{er} mai 2019 : non seulement on a assisté au déploiement de tout l'éventail de l'arsenal répressif de l'Etat, mais le gouvernement s'est rendu coupable une fois de plus de mensonge avéré en criant au scandale d'une supposée « attaque » de l'hôpital de la Pitié Salpêtrière par des manifestant.e.s venu.e.s trouver refuge. Ce mensonge d'État est le mensonge de trop. Il révèle l'état de fièvre et de panique d'un pouvoir aux abois.

Il faut que s'arrête cette violence d'État !

Nous accusons le ministère de l'Intérieur de provoquer sciemment les réactions de violence dans nos villes, sur les ronds-points et les lieux de discussions publiques, afin de criminaliser toute personne qui s'oppose à ses lois et à ses politiques funestes.

Nous accusons le gouvernement d'employer contre des civils des armes de guerre bannies dans l'ensemble des pays occidentaux en ignorant les mises en garde répétées de plusieurs organismes internationaux.

Nous accusons la hiérarchie de la magistrature d'avoir accepté de couvrir cette politique néfaste en appliquant aveuglément et servilement les ordres donnés par le pouvoir exécutif.

Nous accusons l'Inspection Générale de la Police Nationale d'avoir diligenté des enquêtes de façade et qui, à notre connaissance, n'ont débouché sur l'interpellation d'aucun membre des forces de « maintien de l'ordre ».

Nous accusons celles et ceux de la **presse et des médias télévisuels** qui ont accepté de se transformer en porte-voix du ministère de l'intérieur et de la préfecture sans accomplir aucun contrôle sur leurs sources.

Nous appelons l'ensemble des citoyens à se joindre au mouvement social pour dénoncer la dérive autoritaire du gouvernement et nous exigeons la démission de M. Castaner ainsi que l'ouverture d'une commission d'enquête indépendante afin de faire la lumière sur les dérives des vrais responsables de sorte qu'ils soient traduits en justice